

## INCLUSION FINANCIERE



**Mme Yawa Besse,  
« avec ce crédit,  
j'ai commencé  
à acheter des  
chaussures pour  
dame en ballots »**

Ce mercredi, "Echos des bénéficiaires des produits FNF" vous transporte à Lomé, notamment dans le quartier Agoe assiyéyé pour mettre ...

PAGE 2

## ECONOMIE



## Forum Togo-UE

**Un accord sera  
signé entre l'UE  
et la BAD pour le  
programme Cizo**

Un accord de partenariat sera signé entre l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (Bad) ...

PAGE 5

## Emmanuel Adebayor

**Encore plus  
légende qu'il ne  
l'est**

Il n'est plus à présenter, Sheyi Emmanuel Adebayor est de loin le meilleur attaquant et la géante star que le Togo ...

PAGE 10

## Réformes politiques au Togo

**La Cedeao satisfaite ?**

Faisant partie de la sous-région ouest africaine, le Togo ne peut pas agir sans tenir compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). D'ailleurs le Togo fait partie des Etats fondateurs de cette organisation et en bon élève ne peut pas se permettre de rejeter ses recommandations.



PAGE 3



## Elections locales

**A la conquête des  
communautés à la base**

Contrairement à ce que l'on a connu dans notre pays depuis l'avènement de l'ère démocratique, ceux qui aspirent à un poste électif vont devoir expérimenter une nouvelle forme de conquête de l'électorat. Plus de mille candidats iront conquérir l'adhésion des collectivités locales.

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

**La Grande Bretagne veut renforcer ses liens économiques avec le Togo**

Le nouvel ambassadeur de la Grande Bretagne au Togo a présenté ses lettres de créances au président de la République lundi 13 mai 2019. Le pays veut renforcer sa coopération économique avec le Togo et accroître l'investissement. Les relations entre le Togo et la Grande Bretagne ne datent pas d'aujourd'hui. Le pays intervient dans plusieurs secteurs au Togo. Selon le nouvel ambassadeur Lain Walker, la Grande Bretagne a pour priorité de soutenir le développement du Togo dans différents secteurs.

Londres souhaite accroître son engagement au Togo en renforçant la coopération économique entre les deux pays. « Notre engagement au Togo est actuellement limité ...

PAGE 3





## SOMMAIRE

Bénin / Assemblée nationale  
La 8<sup>ème</sup> législature s'installe  
officiellement ce 16 mai au Bénin



P 4

Rapport FAO  
Baisse de 2,5% des importations  
alimentaires



P 5

Construction d'un bloc administratif et  
technique  
Bientôt un édifice sportif  
moderne et équipé à la FTF



P 10

Le tramadol  
Si nocif que ça ?



P 11

## Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

# Mme Yawa Besse, « avec ce crédit, j'ai commencé à acheter des chaussures pour dame en ballots »

Ce mercredi, "Echos des bénéficiaires des produits FNFI" vous transporte à Lomé, notamment dans le quartier Agoe assiyéyé pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame BESSE Yawa, bénéficiaire du Produit d'Accompagnement Spécial (PAS) du FNFI. Grâce à cet appui financier, notre interlocutrice s'est lancée dans la commercialisation de chaussures pour dame.

Lomé, quartier agoenyivé, un des quartiers à fortes activités commerciales. C'est ici dans ce quartier que vit Madame BESSE Yawa depuis plusieurs décennies. Après avoir obtenu avec succès tous les 4 cycles du crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF), Yawa voulait consolider son activité afin de pouvoir dégager des revenus plus importants. Il lui fallait donc pouvoir avoir accès à un crédit plus élevé qui puisse lui permettre de commencer à commercialiser les chaussures dame, activité qu'elle a toujours rêvé d'exercer.

" Il n'a pas été difficile pour moi de pouvoir avoir accès à un crédit plus conséquent. Vu que j'étais déjà un très bon élève en termes de remboursement du crédit APSEF, je

suis juste reparti voir PADES Microfinance, mon institution de Microfinance pour leur présenter ma situation. Leur dire clairement que j'avais bouclé tous les 4 cycles de APSEF et que je voulais avoir accès à un autre crédit pour passer à échelle mon activité. Une fois ma situation clairement exposée, mon agent de crédit m'a indiqué qu'il existe bien le Produit d'Accompagnement Spécial qui était justement destiné aux bénéficiaires fins de cycle du crédit APSEF qui voulaient consolider leurs activités génératrices de revenus. Je me suis alors dit que c'était la grande chance de ma vie que je me devais de vite saisir".

Décidée plus que jamais à obtenir le PAS, Yawa met tout en œuvre, suit avec succès toutes les étapes indispensables à l'obtention du crédit.

"Après un tout petit processus, je me suis vu octroyer un crédit de 100.000FCFA.

C'était un très grand soulagement pour moi, car avec ce crédit, j'ai commencé à acheter des chaussures pour dame en ballots que j'expose ici actuellement dans ma petite baraque. Ce commerce a depuis longtemps été mon rêve, car la mode ayant pris le dessus ici à Lomé, aucune fille ne veut résister à la tentation. Et les chaussures bien évidemment sont des articles qui s'écoulent rapidement. L'activité est assez florissante. Je parviens à vendre une dizaine de paires de chaussures par jour, ce qui me permet de maximiser mon revenu et de pouvoir renforcer mon pouvoir d'achat."

Yawa nous avoue que depuis qu'elle a obtenu les différents cycles



Madame BESSE Yawa

de crédit FNFI, elle renforce jour après jour son autonomie et pouvoir d'achat, elle a de quoi être fière aujourd'hui que

progressivement et avec beaucoup d'efforts elle est parvenue à se faire une place au soleil.

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... Nous souhaitons renforcer la coopération dans le domaine économique et accroître l'investissement » a déclaré le diplomate Lain Walker. Les deux pays échangent mutuellement plusieurs produits. En 2017, le

montant des échanges était de 48,9 millions de dollars. Alors que pour la même année les importations du Togo en provenance de la Grande Bretagne représentent un montant de 48,2 millions de dollars. Les Togolais importent de la Grande Bretagne des combustibles

minéraux, des hydrocarbures, des articles textiles confectionnés, des produits pétroliers, des boissons, des équipements électroniques, des véhicules etc. Les produits exportés du Togo vers la Grande Bretagne sont

essentiellement des oléagineuses, des céréales, des graines, des fruits, des objets d'art, de collection et d'antiquité etc. Le Togo a soumis un dossier d'adhésion au Commonwealth, une organisation intergouvernementale créée en 1949 par

la Déclaration de Londres. L'organisation est composée de 53 Etats membres. Il s'agit d'un important marché extérieur de plus de 2 milliards de consommateurs pour l'exportation des produits togolais.

Félix T.

## Elections locales

## A la conquête des communautés à la base

**Contrairement à ce que l'on a connu dans notre pays depuis l'avènement de l'ère démocratique, ceux qui aspirent à un poste électif vont devoir expérimenter une nouvelle forme de conquête de l'électorat. Plus de mille candidats iront conquérir l'adhésion des collectivités locales.**

Pendant plus de trois décennies, bon nombre de Togolais n'ont connu que les élections présidentielles et législatives. Ce sont ces deux rendez-vous, mais surtout les présidentielles qui cristallisaient toutes les attentions rendant la scène politique mouvementée pendant quelques mois. Si on tient compte du fait que plus de la moitié de la population togolaise a moins de 30 ans alors que c'est à peu près la période qui nous sépare de la dernière élection locale, on comprend aisément que les Togolais sont sur

le point de se rendre à une nouvelle école.

La plupart des partis politiques qui existent aujourd'hui au Togo, sinon tous sont étrangers à cette forme de conquête et à la gouvernance qui s'en suit. Même si certains de leurs leaders sont en politique avant les années 90, ils n'ont pas vraiment fait l'expérience des élections locales et de la décentralisation, puisque le Togo n'en a pratiquement jamais fait.

Toutefois, comme le souhaitent les plus hautes autorités du pays



Payadowa BoukpeSSI, ministre en charge de la Décentralisation

ainsi que les partenaires techniques et financiers du Togo, tous les partis politiques et même des indépendants sont

encouragés à prendre part à ces élections. C'est en tout cas ce que l'on constate actuellement avec l'engagement de

certaines partis partisans du boycott.

C'est le cas avec l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le reste de la Coalition de l'opposition qui s'est engagé avant-hier à travers la signature d'une charte à proposer des listes communes à ses militants. Voilà qui promet d'être assez compétitif. Mais au-delà de cette envie de conquérir les communautés à la base afin de gagner des localités, les gérer pour en profiter politiquement, il faut tout de même reconnaître que c'est un saut dans le vide. Et l'atterrissage pourrait ne pas être agréable si les acteurs se concentrent sur les intérêts politiques et oublient les recommandations des experts en décentralisation.

E. Dadzie

Réformes politiques au Togo  
La Cedeao satisfaite ?

**Faisant partie de la sous-région ouest africaine, le Togo ne peut pas agir sans tenir compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). D'ailleurs le Togo fait partie des Etats fondateurs de cette organisation et en bon élève ne peut pas se permettre de rejeter ses recommandations.**

Entre le Togo et la Cedeao, il existe une longue histoire devenue plus intense après la mort de l'ancien président du Togo, le général Gnassingbé Eyadema. De son vivant, c'est plutôt le Togo qui était tout le temps sollicité pour régler des conflits au sein de la communauté et même au-delà. Même si l'actuel président de la République, Faure Gnassingbé, n'a pas moins été au service de la Cedeao, il faut reconnaître que l'organisation sous régionale a été à plusieurs

reprises au chevet du Togo depuis son arrivée au pouvoir.

Déjà en 2005, la Cedeao est intervenue dans la succession du défunt président Eyadema et aussi dans la recherche d'un accord politique au Togo. Depuis ce temps jusqu'à ce jour, la Cedeao à travers ses premiers dirigeants ou son Parlement, n'a cessé d'assister le Togo dans la recherche d'une solution définitive à ses crises successives.

Malgré ses efforts, l'on



Des chefs d'Etat de la Cedeao (archives)

avait tout le temps l'impression que les acteurs n'arrivaient pas à s'accorder avec la Cedeao. Mais son rôle durant les derniers mois, à l'avènement de la crise politique du 19 août 2017 a été déterminant. L'organisation a mis à la disposition du Togo deux médiateurs chevronnés : les présidents du Ghana, Nana Akufo-Addo et de la Guinée le professeur

Alpha Condé.

Inutile de dire qu'ils ont réussi à faire un travail formidable. Ils en ont certainement pour quelque chose dans l'adoption récente des réformes politiques. Sans oublier les recommandations que l'organisation a faites le 31 juillet 2018 à l'endroit des acteurs pour une sortie de crise. Aujourd'hui que

les réformes sont faites et selon les initiateurs en tenant compte de ces recommandations, peut-on dire que la Cedeao est satisfaite ?

En tout cas, l'organisation n'a pas exprimé une quelconque désapprobation. D'ailleurs, le Togo vient de présenter son rapport pays devant le Parlement de la Cedeao. Et visiblement, les résultats actuels contentent les représentants de l'organisation sous régionale. Mais il faut rappeler que le Togo jouissant pleinement de sa souveraineté, des modifications faites par les représentants du peuple pourraient difficilement être remises en cause par une organisation quelle qu'elle soit ou un autre pays.

Edem D.

Madagascar / Législatives 2019

## Accusé de falsification des listes, le président d'une commission électorale avoue

**Il avait été arrêté et placé sous mandat de dépôt le 7 mai dernier. Son crime, « faux » sur la liste électorale de sa circonscription. Pour le président de la commission électorale du district d'Ihosy dans le sud du pays, auteur des faits incriminés, c'est un aller simple en prison en attendant que soient dévoilés les noms du ou des candidats qui auraient commandité ce délit.**

Après plusieurs semaines d'enquêtes, les faits donnent raison à ces candidats de la présidentielle de novembre 2018, notamment Marc Ravalomanana, qui avait critiqué la défaillance du fichier électoral malgache. Dans ce district qui compte environ 106 000 électeurs, plus de 5 000 électeurs fantômes ont été inscrits sur les listes, selon les chiffres donnés par le

parquet. « Quelque 250 votants fictifs ont été ajoutés dans 21 carnets de recensement. C'est donc important », indique la procureure du tribunal d'Ihosy, Tinah Rabendrainy.

Si le président de la Commission électorale du district reconnaît la fraude, il se refuse toutefois à indiquer quel candidat, sur les huit qui se présentent, lui a demandé cette falsification.



**Un bureau de vote au Madagascar**

« Il y a certainement un ou plusieurs candidats derrière cela mais nous ne savons pas qui, pour le moment », explique le parquet. Reste à savoir si le(s) nom(s) des commanditaires seront connus avant l'élection qui

doit se dérouler dans deux semaines pour annuler, entre autres, leur participation à ce scrutin.

« Laissons la justice effectuer ses enquêtes », déclare le président de la Céni, Hery Rakotomanana, qui précise

que deux techniciens de la Commission sont déjà sur place.

Cette fraude qui pourrait entacher la crédibilité de la liste électorale avait été critiquée et jugée défailante par de nombreux candidats lors de la présidentielle de novembre, notamment par le TIM, parti de l'ancien président Marc Ravalomanana.

« Ce n'est pas seulement dans ce district que nous avons constaté ce problème », indique Olga Ramalason, secrétaire générale du parti. « Nous avons vraiment peur d'être confrontés, à nouveau, aux anomalies rencontrées pendant la présidentielle », conclut-elle.

**T.M.**

RDC

## Félix Tshisekedi invite les gouverneurs à mettre en œuvre sa politique

**Félix Tshisekedi s'est exprimé pour la première fois lundi devant les gouverneurs et vice-gouverneurs de province réunis en séminaire pour trois jours à Kinshasa. La plupart sont des proches de l'ancien président Joseph Kabila et ont été élus grâce à sa plate-forme, le Front commun pour le Congo (FCC). Le nouveau président congolais leur a demandé d'être exemplaires et de mettre en œuvre sa politique.**

« Avant toute chose, leur a dit Félix Tshisekedi, je voudrais vous rappeler que vous êtes les dignes représentants du président de la République dans vos provinces respectives. ». « Vous avez l'obligation d'élaborer vos programmes respectifs en intégrant ma vision qui vise le développement intégral de notre pays. En d'autres termes, l'homme sera au centre de toutes vos actions, dans les différents domaines de la vie. Je compte sur chacun de vous pour qu'à l'issue de mon mandat, nous

puissions amener ensemble le changement que j'avais promis au peuple congolais au cours de ma campagne électorale », a déclaré le chef de l'Etat.

Face au nouveau chef de l'Etat congolais, des gouverneurs qui, quinze jours plus tôt, avaient répondu à l'appel de l'ancien président Joseph Kabila et auquel beaucoup ont publiquement renouvelé leur fidélité.

Il y avait beaucoup d'impératifs dans ce discours. « Ceci vous oblige à adopter un comportement exemplaire

», « ceci veut dire que vous avez l'obligation d'adopter vos programmes respectifs en intégrant ma vision », renchérit le chef de l'Etat. Concernant « le respect des libertés fondamentales », il doit être « assuré ».

Le président congolais dit avoir visité certaines provinces et être « choqué » par les « tracasseries administratives, policières et militaires » auxquelles la population fait face, par le mauvais état des routes, la précarité des infrastructures



**Félix Tshisekedi**

sanitaires et scolaires.

« La tâche qui vous attend est lourde », insiste Félix Tshisekedi qui leur a détaillé la liste de ses vingt priorités. Parmi les gouverneurs interrogés par RFI, tous se disaient prêts à travailler avec le nouveau président, mais aussi attendre la mise

en place du gouvernement de coalition - qui devrait être dirigé par le FCC - pour avoir des orientations précises. « Il n'y aura pas de miracle sans argent, il faut qu'il nous donne les moyens de sa politique », ajoute l'un des chefs d'un exécutif provincial.

**T.M.**

Bénin / Assemblée nationale

## La 8ème législature s'installe officiellement ce 16 mai au Bénin

**Entre ce lundi 13 et ce mardi 14 mai, les 83 députés sont invités à se présenter au Palais des gouverneurs de Porto-Novo pour récupérer un kit contenant entre autres leur écharpe, un exemplaire de la Constitution et du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Cette étape traditionnelle est préparatoire à la cérémonie d'installation de la 8ème législature correspondant aux 83 députés élus lors des législatives du 28 avril auxquelles l'opposition était exclue. Pour la première fois dans l'histoire du Bénin, tous les députés du Parlement monocaméral sont issus de la mouvance présidentielle.**

Plus rien n'arrête Patrice Talon. Habitué à négocier au forceps les imbroglios politico-sociaux, le président béninois n'a pas prêté l'oreille à la tribune ouverte de la cinquantaine d'intellectuels lui enjoignant de faire invalider les résultats des législatives du 28 avril dernier. Tout comme il est resté impavide aux appels des organisations sous

régionales ou continentales, des chancelleries occidentales au plus fort de la crise politique qui a secoué le pays. Même le tintement des cloches de l'Eglise catholique béninoise qui se pose en médiatrice a été religieusement isolé de l'ouïe présidentielle.

Dès la semaine dernière, un communiqué signé Thomas Dassi, le secrétaire général



**Patrice Talon**

de l'Assemblée nationale, a invité les députés à se présenter au Palais des Gouverneurs de Porto-Novo entre ce lundi 13 et ce mardi 14 mai. Selon une tradition établie avant la cérémonie, ils viennent remplir des formalités administratives

pour se voir remettre le fameux «kit du député». Remis aux habitués comme aux novices, il contient entre autres un exemplaire de la Constitution, du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, un macaron affiliation à l'institution pour

leur véhicule et leur écharpe de député du peuple.

Il s'en suit la cérémonie d'installation prévue ce jeudi 16 mai au cours de laquelle les députés vont désigner par vote le bureau de l'Assemblée nationale. Adrien Houngbédji, le président sortant de l'institution, dont le parti a été frappé de l'exclusion, devrait passer le marteau de séance à une personnalité issue du Bloc Républicain et l'Union Progressiste. Ces deux partis affiliés à la mouvance présidentielle sont les seuls qui vont siéger à l'Assemblée. En désespoir de cause, les Béninois ont choisi l'humeur, ils les appellent les «partis siamois».

**La Tribune Afrique**

## Forum Togo-UE

## Un accord sera signé entre l'UE et la BAD pour le programme Cizo

Un accord de partenariat sera signé entre l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (Bad) pour le compte du programme Cizo. Ce partenariat sera signé dans le cadre du forum économique Togo Union européenne qui aura lieu du 13 au 14 juin à Lomé.



## Un kit solaire

Le programme d'électrification rurale par kits individuels Cizo bénéficiera de l'appui de l'Union européenne et de la Banque africaine de développement. Cette initiative présidentielle vise à faciliter l'accès à l'électricité à plus de 2 millions de Togolais, soit 300 000 foyers à l'horizon 2022.

Le projet Cizo consistera essentiellement à la mise en place dans un premier temps d'une plateforme informatique nationale destinée à agréger les fonctionnalités de paiement instantané et la collecte de données sur les besoins énergétiques de la population, leurs habitudes de consommation et leur

solvabilité. Et dans un second temps il s'agira de renforcer les capacités des populations pour assurer les services de vente, l'installation et la maintenance des kits solaires dans les zones rurales.

Lancé le 20 juin 2017, le projet Cizo a déjà bénéficié des appuis financiers des institutions à l'instar du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (Sefa) qui a octroyé un financement de 975 000 dollars EU au projet.

Ce projet fait partie des stratégies du gouvernement pour étendre le taux d'électrification du pays à 100% d'ici à 2030 afin de permettre à tous les Togolais d'avoir accès à l'électricité.

Dans le cadre du Forum

économique Togo UE, il est également prévu le lancement de la Chambre de commerce et d'industrie UE-Togo. Une belle opportunité d'affaire pour les opérateurs économiques togolais.

Un mémorandum d'accord sera aussi signé entre la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) et les chambres de commerce et d'industrie de l'Union européenne.

La cérémonie d'ouverture du forum serait, apprend-on, coprésidée par le président de la République Faure Gnassingbé et le commissaire européen à l'Emploi, à la Croissance, à l'Investissement et à la Compétitivité Jyrki Katainen.

Félix Tagba

## Rapport FAO

## Baisse de 2,5% des importations alimentaires

Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les importations alimentaires vont connaître une baisse de 2,5% sur le plan mondial en 2019. Cela représente un montant de 1 472 milliards de dollars.



## Les importations alimentaires en baisse

Dans son rapport sur les Perspectives alimentaires, la Fao prévoit une baisse des importations alimentaires mondiales de 2,5%. Selon l'organisation, cette situation sera profitable à la fois aux pays pauvres qu'aux pays développés. « Le coût mondial des importations alimentaires est appelé à baisser en 2019 mais les pays les plus pauvres et les plus vulnérables n'en seront pas les premiers bénéficiaires. Les pays développés seront principalement ceux à profiter de la baisse des prix, tandis que le coût des importations pour l'Afrique subsaharienne devrait augmenter », indique le rapport sur les Perspectives alimentaires.

En 2019, les importations alimentaires de l'Afrique subsaharienne devraient augmenter de 3,8% par rapport à l'année dernière. Elles sont estimées à 48,7 milliards \$ en 2019, alors qu'en 2018 elles représentaient 46,9 milliards \$. Cette baisse du coût mondial des importations alimentaires touche principalement les produits comme le café, le thé, le cacao et les épices. Ces produits représentent à eux seuls la moitié de la baisse. La Fao précise que le coût du sucre et des céréales est resté globalement inchangé.

Il faut également noter que le coût des huiles végétales, principaux produits d'importation des pays vulnérables devrait aussi connaître une baisse.

Le rapport de la FAO sur les Perspectives alimentaires évalue deux fois par an les tendances liées au marché et à la production pour plusieurs produits dont les céréales, le poisson, le sucre, les huiles, le lait et la viande.

F.T.

**ACHETEZ & LISEZ désormais**



SUR

**MONKIOSK.com**

OU

sur le portail

**Lome.com**

[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com)

[www.alome.com](http://www.alome.com)

## Intégration du Togo à l'OCDE

# Une organisation qui en vaut la peine

**A travers un communiqué rendu public lundi 13 mai 2019, par la direction de l'Information et de la Communication de la présidence de la République, le Togo devient membre du Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Une adhésion synonyme de réponse à une invitation adressée au pays. Faure Gnassingbé, après acceptation de l'invitation, s'est félicité de cette décision qui selon lui, ouvre la voie de nouvelles relations du Togo à l'OCDE. Lesquelles devraient également faciliter un meilleur partage d'expériences en matière de développement. Que regorge cette organisation pour trouver la nécessité de l'intégrer ?**

« Par cette adhésion, le Togo devient également membre du Comité directeur du centre de développement de l'OCDE et s'impliquera davantage dans les activités de l'organisation », a indiqué le communiqué.

L'OCDE étudie les échanges commerciaux et ses rapports régissent les échanges commerciaux entre les pays membres, pour en garantir l'équité mais également le développement durable.

## L'Organisation de coopération et de développement économique



Faure Gnassingbé, président du Togo

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale d'études économiques, dont les pays membres, des pays développés pour la plupart, ont en commun un système de gouvernement démocratique et une économie de marché. Elle joue essentiellement un rôle d'assemblée consultative. L'OCDE a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), issue du plan Marshall et de la Conférence des seize (Conférence de coopération économique européenne) qui a

existé de 1948 à 1960. Son but était l'établissement d'une organisation permanente chargée en premier lieu d'assurer la mise en œuvre du programme de relèvement commun (le plan Marshall), et, en particulier, d'en superviser la répartition.

En 2018, l'OCDE compte 36 pays membres et regroupe plusieurs centaines d'experts. Elle publie fréquemment des études économiques, analyses, prévisions et recommandations de politique économique – et des statistiques, principalement concernant ses

pays membres. Le siège de l'OCDE se situe à Paris, au château de la Muette. L'organisation possède également des bureaux dans

plusieurs autres métropoles, notamment à Berlin, Mexico, Tokyo et Washington.

## Le système organisationnel de l'OCDE



En 2019, l'OCDE compte un secrétariat général, une direction exécutive, une direction chargée de la communication et douze départements spécialisés sur des thèmes différents : développement, échanges et agriculture, affaires économiques, éducation, emploi, PME, environnement, finance, fiscalité, gouvernance publique, sciences et technologies, statistiques. Elle emploie environ 2 500 personnes au niveau du secrétariat. L'organisation compte par ailleurs des organes particuliers

mentionnés plus haut (Centre de développement, et un Forum international des transports) et des entités particulières (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et un partenariat statistique au service du développement au 21e siècle). Le Centre de développement, le Club du Sahel et le secrétariat du Partenariat statistique au service du développement font partie de la direction de la Coopération pour le développement, un des douze départements cités ci-dessus, qui contribue aux travaux du comité d'aide au développement.

## L'OCDE, garant de la promotion du libéralisme et du libre-échange

L'OCDE encourage la libéralisation économique au travers du libre-échange et de la concurrence pour favoriser l'innovation et les gains de productivité. Pour lutter contre le chômage, l'OCDE recommande notamment la flexibilisation du marché du travail. Si elle se veut surtout pragmatique (elle préconise les politiques qui, de son point de vue, ont donné les meilleurs résultats au sein des pays membres), la conception économique de l'OCDE se rapproche des arguments du libéralisme

économique et entre souvent en opposition avec certains principes keynésiens, notamment celui de l'augmentation des dépenses de l'État-providence. Ainsi, tout en soulignant les ajustements indispensables et la nécessité de protéger les employés, et pas seulement les emplois, elle encourage la mondialisation économique et l'ouverture des marchés. Pour établir ses études économiques, l'OCDE s'appuie sur sa base de données économiques, une des plus fournies au monde.

## Lutte contre la corruption et protection de l'investissement au sein de l'OCDE



Le château de la Muette, siège de l'OCDE

L'OCDE est à la pointe en matière de lutte contre la corruption. Elle a créé en 1996 la Convention de l'OCDE contre la corruption, qui a été adoptée en 1997. Le groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC), a été mis en place à cet effet. Son indépendance relative par rapport à ses pays membres lui permet d'y souligner les dangers de corruption; l'OCDE a par exemple critiqué le Royaume-Uni en 2007 dans l'affaire BAE. L'OCDE joue un rôle important dans une tentative de réglementation multilatérale de la protection de l'investissement. De 1995 à 1998 un forum de négociations a permis la création de l'accord multilatéral sur l'investissement (accord AMI, ou en anglais multilateral agreement on investment), qui sert de modèle aujourd'hui à beaucoup d'accords bilatéraux. Des accords n'existent aujourd'hui essentiellement qu'au niveau bilatéral (les TBI: traités bilatéraux d'investissement), que des États établissent entre eux lorsqu'ils en sentent le besoin

(par exemple l'accord entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement des Émirats arabes unis concernant la promotion et la protection réciproque des investissements RS 0.975.232.5). Les principes directeurs pour le traitement de l'investissement étranger élaborés en 1992 au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird), constituent une autre source d'inspiration pour la rédaction d'accords sur la protection de l'investissement. Au niveau international, il a été jusqu'à présent difficile de trouver un consensus. L'ONU (plus précisément la Cnuccd) pourrait jouer un rôle. Quant à l'OMC (en 2001 à Singapour ou 2004 à Genève), aucun accord n'a pu voir le jour en son sein. Elle continue donc aujourd'hui à régler les domaines du commerce, des services et de la propriété intellectuelle sans s'occuper de la protection et du développement de l'investissement au niveau international.

## L'OCDE dans la lutte contre la fracture numérique



L'automatisation des tâches professionnelles inquiète l'OCDE

Les progrès technologiques, notamment le développement de l'intelligence artificielle, vont entraîner des changements majeurs sur le marché du travail, à l'échelle mondiale. Pour éviter que ne se creuse un écart entre les populations formées à ces innovations et les autres, l'OCDE recommande un recours régulier à

l'apprentissage. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié l'édition 2019 de son rapport « Perspectives sur les compétences ». L'occasion de faire le point sur les conséquences induites par l'automatisation croissante des tâches professionnelles.

## Des inégalités croissantes quant aux nouvelles technologies

D'après l'organisme, 11% des travailleurs de ses pays membres (au nombre de 36) sont exposés à un « risque élevé d'automatisation ». Cela résulte de l'essor de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle ou la robotique. Dans un tel contexte, une fracture numérique peut se créer ou s'accroître entre

les individus formés à ces nouveaux outils et ceux ne disposant pas des compétences nécessaires pour s'adapter. Et l'OCDE en constate déjà les symptômes : « Des écarts de compétences apparaissent dès le plus jeune âge entre enfants de milieux socio-économiques différents et de différentes zones géographiques ».

## Continuer à se former, à tout âge

Pour lutter contre ces inégalités, l'institution affirme que la meilleure solution est la formation. Et cela ne concerne pas seulement les enfants, mais bien tous les individus : « Renforcer l'apprentissage tout au long de la vie est la clé pour tous les travailleurs et citoyens afin de s'adapter aux changements du monde du travail et de la société ». Selon l'organisme, il est de la responsabilité des États de proposer à l'ensemble de sa population un système de formation conforme à de telles mutations. Et tous les pays

membres ne sont pas égaux face à la fracture numérique. Parmi les bons élèves, on trouve notamment la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et la Nouvelle-Zélande. La France, de son côté, affiche des résultats en dessous de la moyenne de l'OCDE, tant du point de vue du nombre d'individus « faisant un usage complexe et diversifié d'Internet » que d'« adultes ayant reçu une formation en technologies de l'information et de la communication au cours des derniers 12 mois ».

Source: CBNews

## L'OCDE également dans le suivi sanitaire de ses membres

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), intervient aussi dans le suivi sanitaire de ses membres. La base de données en ligne statistiques de l'OCDE sur la santé 2018 a paru (on dit a paru ou a est publiée) le 28 juin et a été mise à jour le 8 novembre. La base de données sur la santé représente la source statistique la plus vaste pour comparer les systèmes de santé des pays de l'OCDE. Cet outil essentiel permet de réaliser des analyses comparatives et de tirer des enseignements des comparaisons des divers systèmes de santé à l'échelle internationale.

Faut-il rappeler que le directeur général de l'OCDE, Mario Pezzini, est attendu à Lomé dans le cadre du forum économique Togo-Union européenne (Togo-UE), prévu les 13 et 14 juin prochains. L'un des critères phares pour adhérer à l'OCDE est basé sur un régime politique démocratique et une économie de marché. Si cette organisation a fait appel au Togo, cela dénote clairement des évolutions politiques du Togo et du bon climat des affaires en passant par l'ambitieux Programme national de développement (PND).

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



## Pharmacies de garde de Lomé du 13 au 20 / 5 / 2019

JEANNE d'ARC	Marox-R-Star	22220801
St ANTOINE	1048, Av.libération	222129 64
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
TULIPE	Bè	22 21 07 22
ESPERANCE	Nyékonakpoé	22 21 01 28
LIBERATION	Av.Libération	22 22 25 25
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékonakpoé	22 22 28 41
N.D. DE LA TRINITE	S. Taco	22 21 27 80
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
UNIVERS - SANTE	Cité OUA	22 61 81 43
AEROPORT	Aeroport SITO	22 26 21 22
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59
INTERNATIONALE	Bd du Haho	22268994
RAOUDHA	Hedzranawoe	91 61 33 32
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	Zorro-bar	22 35 86 55
BETHEL	Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	22 51 50 49
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
St JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
LE GALIEN	Adidoadin	22 51 71 71
DU POINT E	Djidjolé	22 51 91 71
MAINA	Avédji	70 43 65 34
DIEUDONNE	LLEO 2000	70 44 84 59
EL-SHAMMAH	Amadahomé	7043 25 85
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi	93 83 91 00
CHARITE	CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE	93 40 21 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
AVEPOZO	Avepozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Route d'Aneho	70 42 13 98

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses

### COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51  
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)  
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96  
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

### OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

### SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

### OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél: 22 61 30 63  
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

### MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60  
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28  
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

### AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
[www.couleurafrique.com](http://www.couleurafrique.com)

Larry Event Day (LED)  
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel  
 Communication, Location d'espaces  
 Conseils, Wedding Planner et Décoration  
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

### SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)  
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

### FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

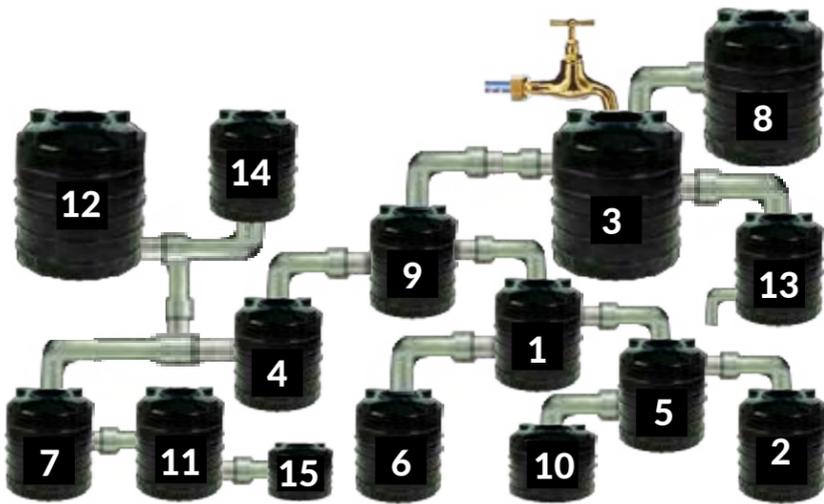
### DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90  
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87  
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

### AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
 Tél: 22 40 04 99

## Citez le numéro des réservoirs qui n'auront pas d'eau



**Jeux** : Complétez les 9 cases du milieu pour obtenir 6 mots français de 7 lettres.

		C	E	P				
		O	X	R				
C	O					R	T	
I	N					E	R	
P	O					U	R	
		E	E	U				
		T	R	R				

## Jeux: Rangez ces images desordonnées ci-dessous pour retrouver la phrase suivante: "Rien ne sert de courir, il faut partir à point"



### Photo du jour

Voilà pourquoi les hommes meurent plus tôt que les femmes!



## Cinéma

# Quand le cinéma africain peine à faire rêver

**Le septième art battra encore son plein durant ce mois de mai à Cannes, en France. Eh oui, la 72ème édition du Festival de Cannes s'est ouverte, hier, 14 mai 2019. Des cinéastes et réalisateurs de renom du monde entier prennent part à ce festival de cinéma international se déroulant à chaque année. Pour une énième fois, les films africains sont quasiment absents du festival de Cannes. Doit-on penser que le cinéma africain est « indésirable » dans les grandes compétitions cinématographiques internationales ?**



**Mati Diop**

Chaque compétition a des critères bien définis, et la « Cannes » a également les siens. Vingt-et-un films sont en lice pour la palme d'or. Parmi les films sélectionnés pour la compétition officielle, un seul film africain ou plutôt franco-belgo-sénégalais. Il s'agit du long métrage « Atlantique » de Mati Diop. Tous les autres films sont soit français, américains, chinois, espagnols, soit britanniques, allemands, etc. En conclusion, la représentation du cinéma africain est fort discutable. Mais la véritable question à se poser est si le continent produit suffisamment de films, en comparaison avec l'Europe ou l'Amérique Latine par exemple. Justement, en ce qui concerne les productions, les distributions des films africains, le continent africain est très loin du compte.

En Afrique, le Nigéria figure parmi les producteurs de fiction les plus prolifiques du monde. Ainsi depuis 2009, ce pays anglophone de l'Afrique de l'ouest s'est imposé comme la deuxième puissance cinématographique au monde en nombre de films produits par an. Il y a raison d'être surpris qu'avec les 2000 films produits par le « Nollywood » chaque année, l'écho du cinéma africain dans les compétitions internationales reste trop faible. C'est une certaine symbolise pas le cinéma africain, mais on pourrait toutefois s'attendre à ce qu'au moins un seul nollywoodien soit en lice pour le palme d'or. Même si Mati Diop est d'origine africaine, et que son film « Atlantique » qui traite de l'immigration est en lice pour la palme d'or, il faut quand même

temps de laisser libre cours à leur imagination. Autrement, l'un des problèmes majeurs du « cinéma africain » est la thématique ainsi que l'esthétique des productions. D'après l'actrice populaire et documentariste Maimouna N'Diaye, le cinéma doit faire rêver, réfléchir, et même changer les mentalités. Il est facile de partager l'avis de l'actrice franco-burkinabé en regardant nos films africains. D'abord il n'y a pas de suspense dans les productions, et il faut voir

challenges internationaux comme le festival des Cannes, les « Oscar ». « Les gens, les jeunes en premier lieu, vont voir des films étrangers parce que, justement, ils les font rêver, cela les emmène ailleurs », a fait remarquer Maimouna N'Diaye.

Il est clair que si les productions américaines comme « Game of Thrones », « Avengers Endgame » attirent autant les jeunes d'ailleurs et surtout du continent noir c'est parce qu'ils ont de la matière à revendre. Il est temps que le cinéma africain fasse rêver comme un vrai cinéma et cesse de s'enfermer dans ses clichés et dans ses réalités. En attendant que le cinéma africain rehausse la qualité et la quantité de ses productions pour participer aux grandes rencontres cinématographiques, on espère que la chance va sourire à la Franco-Sénégalaise Mati Diop pour représenter valablement l'Afrique et décrocher le Palme d'or.

Par ailleurs, le Festival de « Cannes » court jusqu'au 25 mai prochain, dans la splendide et envoûtante ville de Cannes, en France. La Franco-Burkinabé Maimouna N'Diaye qui a été le visage du cinquantième anniversaire du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), est l'une des jurées de l'édition 2019 du Festival des Cannes.

**Nadia Edodji**



**Affiche Festival de Cannes**

reconnaître que le cinéma africain est tout simplement invisible lors des rendez-vous mondiaux du cinéma. Faut-il s'en émouvoir ou s'en inquiéter ? Côté émotion, on pourrait croire que l'Afrique est victime d'ostracisme. Mais tel n'est pas forcément le cas. Au niveau des productions, bien souvent les réalisateurs manquent parfois d'imagination ou ils ne veulent pas prendre le

également les thématiques abordées. La plupart des films produits sur le continent véhiculent des thèmes religieux ou mettent en scène des histoires d'amour. Si les Africains n'apprécient pas leurs productions et ne les regardent pas, on ne doit pas s'attendre à ce que ces productions africaines trouvent de la grâce ailleurs et rivalisent avec d'autres films au cours des grands

## Lire

**« Comment on meurt » d'Émile Zola. Ed du Boucher. 2002 Pp 5-6**

« ...Mais oui, beaucoup mieux, je vous remercie, ma chère Mathilde. Si vous le désiriez, je resterais près de vous. Non, c'est inutile. Julien et François suffisent... À quoi bon vous fatiguer ? Entre eux, ils se comprennent, ils ont vécu séparés et tiennent à mourir séparés. Le comte a

cette jouissance amère de l'égoïste, désireux de s'en aller seul, sans avoir autour de sa couche l'ennui des comédies de la douleur. Il abrège le plus possible, pour lui et pour la comtesse, le désagrément du suprême tête-à-tête. Sa volonté dernière est de disparaître proprement, en homme du monde qui entend ne déranger et ne répugner personne. Pourtant, un soir, il n'a plus que le souffle, il sait qu'il ne passera pas la nuit. Alors, quand la

comtesse monte faire sa visite accoutumée, il lui dit en trouvant un dernier sourire : Ne sortez pas... Je ne me sens pas bien. Il veut lui éviter les propos du monde. Elle, de son côté, attendait cet avis. Et elle s'installe dans la chambre. Les médecins ne quittent plus l'agonisant. Les deux domestiques achèvent leur service, avec le même empressement silencieux. On a envoyé chercher les enfants, Roger et Blanche,

qui se tiennent près du lit, à côté de leur mère. D'autres parents occupent une pièce voisine. La nuit se passe de la sorte, dans une attente grave. Au matin, les derniers sacrements sont apportés, le comte communie devant tous, pour donner un dernier appui à la religion. Le cérémonial est rempli, il peut mourir. Mais il ne se hâte point, semble retrouver des forces, afin d'éviter une mort convulsée et bruyante. Son souffle, dans la

vaste pièce sévère, émet seulement le bruit cassé d'une horloge qui se détraque. C'est un homme bien élevé qui s'en va. Et, lorsqu'il a embrassé sa femme et ses enfants, il les repousse d'un geste, il retombe du côté de la muraille, et meurt seul. Alors, un des médecins se penche, ferme les yeux du mort. Puis, il dit à demi-voix : C'est fini. Des soupirs et des larmes montent dans le silence... »

## Construction d'un bloc administratif et technique

# Bientôt un édifice sportif moderne et équipé à la FTF

La cérémonie de la pose de la première pierre du bloc technique de la Fédération togolaise de football (FTF), s'est tenue hier mardi 14 mai 2019, au siège de la FTF. Une pose de pierre faite par le bureau exécutif de la fédération et le ministère des Sports. Un bloc dont les composantes intriguent.

Dans le cadre de ses activités et de ses actions prioritaires, notamment la construction de l'extension de son siège, afin de décongestionner les bureaux actuels et améliorer les conditions de travail et ses programmes de bonne gouvernance et de développement durable du football national, la FTF à travers le programme Fifa Forward, a bénéficié d'une aide de la Fédération

internationale de football Association (Fifa). Ce projet sera directement réalisé dans les locaux de la FTF à Kégué, sur 5000 m<sup>2</sup>, derrière le bâtiment existant. La maquette montre une forme rectangulaire d'une surface de 1364 m<sup>2</sup> sur 3 niveaux, avec un bâtiment de deux étages comportant 7 bureaux, un centre de documentation, un musée du football, un



Guy Akpovy assisté par Foli-Bazi Katari lors de pose de la première pierre

auditorium, une boutique FTF, une salle de gym, une salle de restauration, des vestiaires et un ensemble

de circulations. D'un coup global estimé à 270 millions de francs CFA, les travaux vont durer 10 mois et seront

exécutés par l'entreprise Sara Consult.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Emmanuel Adebayor

# Encore plus légende qu'il ne l'est

Il n'est plus à présenter, Sheyi Emmanuel Adebayor est de loin le meilleur attaquant et la géante star que le Togo n'ait jamais connue. Sa longue période de gloire est dorénavant derrière lui, certes. Néanmoins, au soir de sa carrière, la capitale togolaise par le truchement de la mairie vient de lui rendre un grand hommage en attribuant le nom de l'ex-madrilène à un quartier de la ville, et pas des moindres.



est reconnaissant pour mes services à la Nation. Mais celui-ci est trop, je ne pouvais pas le croire quand je l'ai vu. Une rue au Togo a été rebaptisée par mon nom. Ce n'est pas quelque chose de petit, l'histoire a été faite. Tout comme ce signe restera, je promets de vous garder dans mon cœur, pour toujours. Je suis vraiment honoré, merci ».

Nul besoin de rappeler que Sheyi a fait le bonheur de plusieurs équipes

européennes notamment Monaco, Arsenal, Man City, Tottenham, Real Madrid pour ne citer que ceux-là. Le Togolais qui a annoncé en avril dernier sa retraite internationale après la non qualification des éperviers pour la prochaine CAN en Egypte, restera à jamais gravé dans le cœur des Togolais et demeurera une référence pour les générations futures. C'est tout à son honneur !

**Augustin Akey  
(Stagiaire)**

"A tout seigneur, tout honneur", le natif de Kodjoviakopé est plus que jamais enraciné dans l'histoire du Togo. Celui qui a conduit l'équipe nationale togolaise à la CAN et Coupe du Monde 2006 en finissant meilleur buteur des deux éliminatoires, meilleur joueur africain BBC en 2007, ballon d'or africain en 2008, quart de finaliste à la CAN 2013, vient de voir son nom attribué au quartier de Totsi, une grande localité

de la ville de Lomé dans laquelle il réside. Dès l'officialisation de la nouvelle, le joueur a posté sur son compte Facebook : « En grandissant sans rien, j'ai vite compris que le football serait mon moyen de sortir de la pauvreté. C'était ma passion, je l'ai fait pour m'amuser. Mais cela m'a amené dans des endroits que je n'aurais jamais pu imaginer. Une des choses qui m'a permis de rester sur le droit chemin, c'est de savoir que je le

faisais pour mon pays, le Togo. Je le faisais pour mon peuple et lorsque j'ai remporté le titre de footballeur africain de l'année 2008, tout ce à quoi je pouvais penser, c'était le petit Sheyi Emmanuel Adebayor qui a grandi sans aucun toit approprié sur sa tête ».

Sur son compte Twitter, l'international togolais s'est montré honoré et très reconnaissant : « Je sais que le peuple togolais m'a soutenu et

**ACHETEZ & LISEZ désormais**

**tm**  
togomatin

sur **MONKIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com) [www.alome.com](http://www.alome.com)

## Assurance maladie

## Les artisans togolais désormais couverts par l'Inam

**Le ministère du Développement à la base, de l'Artisanat et de la Jeunesse en collaboration avec le ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale, a procédé hier au palais des Congrès de Lomé au lancement du dispositif de l'assurance maladie pour les artisans et artisanes du Togo.**



**Signature de convention et échange de parapheurs entre l'UCRM et l'Inam**

Un pas important vient d'être franchi sur la voie menant à l'atteinte de la Couverture santé universelle (CSU) au Togo. Pour le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, « la protection sociale pour tous les Togolais est une priorité au même rang que l'accès à un emploi décent ». C'est donc un idéal auquel il faudra impérativement tendre.

Malheureusement, plusieurs secteurs d'activité de notre pays dont l'artisanat ne bénéficient pas d'un régime public ou privé de couverture sanitaire adéquat. Or il s'agit là d'un grand pourvoyeur d'emplois, créateur de richesse qui valorise les matières locales, participe à l'éradication de la pauvreté. La ministre du Développement à la

base, de l'Artisanat et de la Jeunesse, Victoire Tomegah Dogbe ne s'est d'ailleurs pas retenue de le leur exprimer. « Chers artisanes et artisans, vous êtes exceptionnels, vous êtes les bâtisseurs du Togo. Sans vous, nous n'existerions pas. Merci pour cette grande passion que vous accordez à votre métier. Merci pour ce que vous faites pour le Togo. Vous avez de la valeur ».

Les autorités togolaises, notamment celles en charge de la protection sociale ont donc décidé d'agir en partenariat bien sûr avec les intéressés eux-mêmes. Depuis 2017, l'Institut national d'assurance maladie (Inam) et l'Union des chambres régionales des métiers du Togo (UCRM-Togo), ont œuvré inlassablement avec des experts du domaine et l'appui des ministères du Développement à la base et de la Protection sociale pour que cela devienne une réalité.

Comme pour les fonctionnaires de l'administration publique, le système reste le même.

Tous les mécanismes nécessaires seront mis en place par l'Inam. L'objectif de ce dispositif est de permettre aux artisans togolais de bénéficier de la prise en charge des risques liés aux maladies non-professionnelles. Les adhérents peuvent bénéficier ainsi des soins dans des structures spécifiques pour une contribution financière adaptée à leur capacité.

Le projet que viennent de lancer les autorités togolaises s'inscrit dans le cadre de l'extension des systèmes contributifs de sécurité sociale et d'assurance sociale aux secteurs formel et informel de l'économie et qui répond à l'axe 3 du Plan national de développement (PND). Le mécanisme permettra de couvrir au minimum 100 000 artisans togolais d'ici 3 ans. Pour un début plus de 10 000 sont déjà inscrits.

Les artisanes et artisans ont naturellement exprimé leur reconnaissance aux autorités pour cette belle initiative visant à rendre l'accès aux soins de santé facile pour tous. « Nous

vivons un jour exceptionnel aujourd'hui. Ce que nous attendions depuis des années devient une réalité. Les artisanes et artisans de tout le pays expriment leur profonde gratitude au chef de l'Etat pour ce produit », a déclaré le président de l'UCRM.

« Nous promettons d'en prendre grand soin, mobiliser tous nos pairs autour, travailler à le rendre accessible à tous les artisans et artisanes de tout le pays pendant des générations », a-t-il ajouté. Mais leur responsabilité va au-delà de ces propos. La ministre Dogbé n'a pas manqué de leur dire ce qu'attendent les autorités de leur part, dans l'intérêt de leur couverture santé et donc de leurs propres intérêts. « Ce mécanisme ne saurait prospérer si vos cotisations ne sont pas à jour. C'est pourquoi je voudrais vous convier à respecter vos engagements. Evitez d'en faire un usage frauduleux au risque de voir le système s'écrouler », a-t-elle averti.

**Edem Dadzie**

## Le tramadol

## Si nocif que ça ?

**Le Tramadol est un médicament utilisé pour sa faculté à anéantir les douleurs. Au Togo, la tendance fait croire qu'il est plus adopté par les conducteurs de taxi-moto et des individus de moralité douteuse. De fait, c'est une substance que le commun des mortels trouve dangereuse et à laquelle on colle l'étiquette de drogue. Néanmoins, elle est prescrite dans les différents hôpitaux et commercialisée dans toutes les pharmacies. Face à ce paradoxe, en quoi sa consommation est-elle nocive ? Réponse !**

Généralement, le Tramadol, au même titre que les antalgiques, est indiqué dans la prévention ou le traitement des douleurs modérées (maux de têtes, courbatures etc.) ou sévères (une intervention chirurgicale par exemple). En Afrique et en Europe, sa vente est légalisée mais n'est possible que sur ordonnance. Il est commercialisé sous forme de cachets, d'injection intraveineuse ou intramusculaire. L'unité normale de dosage est de 50 mg. Selon le Dr Julien Nizard, responsable du Centre d'Evaluation et de Traitement de la Douleur au

CHU de Nantes, si le produit est « bien administré, il rend de nombreux services aux patients ».

**L'abus de toute chose est nuisible**

Si le Tramadol fait aujourd'hui l'objet de critique, c'est parce qu'une bonne partie des consommateurs meurent après utilisation. Ses effets secondaires sont multiples et naturellement, si la dose conseillée n'est pas respectée, elle expose au risque d'addiction : « Tous les médicaments comportent des risques d'effets secondaires. Et comme la morphine, cet antalgique peut, s'il est

**Les comprimés de Tramadol**

mal utilisé, entraîner une dépendance » rappelle le Dr Nizard. En réalité, on s'en convainc que le danger vient de la mauvaise utilisation, en d'autres termes, le surdosage. Beaucoup de pratiquants passent outre l'unité de dosage recommandée. Ces derniers se procurent, illicitement dans les rues, des comprimés de 100mg, 200mg, voire 300mg : « La première fois, j'en ai sniffé 100mg (2 cachets

que j'avais réduits en poudre). Honnêtement, je le déconseille à tout le monde parce que, d'une part, cela vous déchire le nez et d'autre part, cela vous défonce la gorge. J'ai cru que mes naseaux ne s'en remettraient jamais », témoigne un ancien adepte. Le surdosage expose à une constipation, à la dysphorie, aux nausées. Il entraîne une hyperthermie, une rigidité musculaire, des vomissements, des

hallucinations visuelles et auditives, voire un coma. Dans le cas extrême, l'overdose provoque l'anxiété, une dépression lorsque le produit est pris à long terme, des dysfonctions sexuelles (diminution de la libido, troubles de l'érection, anorgasmie, retard de l'éjaculation), des troubles musculaires, un accident vasculaire cérébral qui peut conduire à la mort.

Il ne fait aucun doute que l'exagération de la dose n'est pas un acte à encourager. Cependant, face à ces nombreux décès qui surviennent à cause de cette substance aux allures morbides, la meilleure réflexion ne consisterait-elle pas à la bannir pour toujours ? A cette question, on peut répondre par l'affirmative et le fait qu'elle ne fasse pas partie des médicaments essentiels retenus par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en est une justification.

**Augustin Akey (Stagiaire)**

# RIDUTO®

RIZ DU TOGO



*Le choix de la qualité et du bon goût*

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : [info.riztogo@gmail.com](mailto:info.riztogo@gmail.com)

RIZ DU TOGO (RIDUTO RICE) sont des marques déposées